

Déclaration de la FSU

au CDEN du jeudi 17 novembre 2011

Le 27 septembre dernier, avec une grève unitaire dans l'Éducation, a marqué un premier rendez-vous social fort en ce début d'année scolaire. N'en déplaise au Président de la République, celles et ceux qui protestent sont aussi celles et ceux qui travaillent.

Des mobilisations se poursuivent dans d'autres secteurs, dans des entreprises...L'inquiétude mais aussi la colère et la volonté de voir changer les choses sont fortes. Ce n'est pas le deuxième plan d'austérité du gouvernement de M. Fillon qui va faire taire les revendications tant salariales que sur les conditions de travail et d'enseignement en ce qui nous concerne.

30 400 nouvelles suppressions d'emplois dans la Fonction publique sont prévues au budget 2012 dont 14 000 dans l'Éducation nationale (5700 dans les écoles, 7000 dans les collèges et lycées).

Des élu.e.s locaux tant de la majorité présidentielle que de l'opposition avaient lancé l'année dernière des cris d'alerte sur la réduction drastique des moyens en personnels pour l'Éducation. Cela risque d'être pire cette année. Des parents s'étaient mobilisés. Les personnels de l'Éducation avaient marqué leur opposition à ces coupes sombres dans tous les niveaux du système éducatif. Visiblement, le gouvernement n'en a cure. Il poursuit la casse des services publics et plus particulièrement celui de l'Éducation Nationale. L'argument de « la réduction de la dette publique » passe sous silence le fait que la crise ait d'abord et avant tout une origine spéculative. Les bourses mondiales jouent au yo-yo pesant de tout leur poids spéculatif pour que les politiques publiques, les financements des besoins sociaux soient toujours plus revus à la baisse. Pourtant, particulièrement en ces temps d'aggravation des inégalités sociales, les services publics, l'éducation sont des investissements indispensables pour notre avenir commun. L'éducation, la formation, la recherche font partie des leviers essentiels et utiles pour la sortie de crise et permettre le développement de notre société.

Comment le faire avec toujours moins de personnels dans l'Éducation, avec des postes de RASED qui fondent comme pluie au soleil, avec des effectifs de classe qui deviennent de plus en plus conséquent, avec la précarisation et la précarité qui s'installe de plus en plus comme mode de gestion des personnels dans l'Éducation, avec une école maternelle de plus en plus fragilisée dans la mesure où, entre autres, elle sert de variable d'ajustement pour l'établissement des cartes scolaires départementales, avec des personnels qui sont de plus en plus en difficulté pour exercer leur métier du fait de réformes établies à la hâte,

sans concertation, d'injonctions ministérielles de plus en plus prégnantes qui heurtent leur savoir-faire professionnel et leur engagement à œuvrer à la réussite de tous les élèves. Nous pourrions en continuer la liste. Ce n'est pas ce début d'année scolaire déjà bien entamé qui calmera une situation de plus en plus anxiogène pour nombre de personnels.

9 supports budgétaires dans le département dans le 1^{er} degré ne sont toujours pas utilisés. Combien dans les collèges ? Quel avenir pour les personnels administratifs et les services de proximité qu'ils assurent avec le déclin annoncé des inspections académiques ?

Cette nouvelle année scolaire est donc une nouvelle fois compte tenu de ce qui a été dit auparavant, source de colère, de mécontentement, d'usure, de lassitude pour des personnels de plus en plus mis à mal dans leur travail qui, par nature, comme fonctionnaires, devrait être au service de la réussite de tous les élèves.

Que ce soit le dernier rapport du HCE (Haut Conseil de l'Éducation), l'avis du CESE (Conseil Économique, Social et Environnemental), le rapport de l'OCDE « Regards sur l'éducation 2011 » tous interviennent à différents niveaux pour formuler des avis, faire part de constats sur l'état de notre système éducatif : ils proposent des mesures. Le gouvernement de M. Fillon et le Président de la République finiront-ils par les entendre ? La recherche obsessionnelle de la notation triple A rendrait-elle le gouvernement aveugle et sourd aux nécessités pour une société plus juste, plus humaine, plus égalitaire ?